

MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ET ENJEUX DES LUTTES POUR UN NOUVEAU TYPE DE GESTION

Paul BOCCARA

Cet article reproduit quelques extraits d'une longue étude de Paul Boccara à paraître dans Issues, intitulée : « Nouvelles élaborations sur des critères de gestion pour une issue à la crise ».

LES fondements de règles de gestion foncièrement nouvelles résident dans un nouveau type de croissance de la productivité du travail et de reproduction matérielle. Ces règles doivent donc pouvoir être analysées à partir des bouleversements technologiques en cours et des mutations sociologiques qui les accompagnent.

Il ne s'agit pas seulement de la possibilité générale de l'efficacité sociale correspondant aux nouveaux critères de gestion, économisant les dépenses en moyens matériels et développant les hommes. Il convient d'examiner plus précisément les divers processus concrets de transformations en cours, matérielles et sociales. Ces transformations constituent, en effet, à la fois les points d'appui les plus solides et des enjeux largement ambivalents, dans les différentes luttes transformatrices, de portée révolutionnaire ou conservatrice, des rapports sociaux de la production matérielle en liaison avec les transformations de toutes les activités sociales.

Nous nous limiterons ici à quelques indications sommaires sur les matériels et les procédés de productions récentes, en partant du problème de la transformation du type historique de progression de la productivité du travail.

Nous le ferons à partir de l'étude du Ministère de l'Industrie et de la Recherche, publiée en octobre 1983, intitulée : « Rapport sur l'état de la technique — La révolution de l'intelligence » (1).

Si nous avons pu parler de début de révolution « informationnelle » en la distinguant de la révolution « industrielle » — c'est pour mettre en avant en liaison avec le remplacement matériel des fonctions du cerveau et avec l'informatique, l'importance grandissante et cruciale de toutes les fonctions d'information, y compris au niveau des matériels, et notamment du travail intellectuel, de service, et plus largement d'information spécifique des hommes eux-mêmes.

Nous examinerons successivement les potentiels d'économies systématiques des dépenses en moyens matériels de production, puis les possibilités et les exigences d'une prédominance des dépenses pour le développement des capacités des travailleurs. Ces deux ensembles de potentiel et d'exigences se heurtent

à la domination persistante des rapports de production capitalistes et sont des enjeux cruciaux des luttes de portée révolution-

naire sur la gestion des entreprises à partir du développement des antagonismes internes de cette domination du capital.

a) Économies potentielles des dépenses en moyens matériels de production et possibilités de nouveaux critères de gestion

Les économies massives et systématiques possibles d'une importance sans précédent des dépenses de moyens matériels avancés (et consommés) par rapport au produit ou résultat utile se sont manifestées depuis une quinzaine d'années de la façon

la plus éloquente au niveau des commandes électroniques des équipements (et pour l'informatisation en général) dans le domaine des composants électroniques particulièrement. Ici interviennent en effet tout spécialement les possibilités de la mi-

niaturisation, permises par le remplacement matériel d'organes faisant des opérations symboliques, avec l'essor de la micro-électronique.

Le rapport sur l'état de la technique revient sur cette évolution maintenant bien connue. Il souligne la « chute du coût des fonctions », avec l'effondrement du « prix d'un bit (unité binaire d'information) mémorisé », passant de « 2 centimes constants en 1973 à 0,5 en 1977 et 0,1 en 1982 », ou mieux encore la baisse du coût de « dix mille fois » en 20 ans en passant du « transistor isolé » à son intégration sur « une puce de silicium avec quelques milliers de ses confrères » (Rapport cité, pp. 47-48).

Toutefois, la multiplication du nombre des composants intégrés entre eux (tout en ayant des effets d'économies au niveau de la vitesse ou de l'énergie dépensée) explique que le coût de matériels concrets, répondant à des fonctions plus complexes, baisse bien moins. Et surtout bien que le rapport ne le note pas, le poids de la rentabilité financière et même de la spéculation pèse sur les prix, pour ne pas parler des gâchis liés aux conditions sociales d'utilisation des nouveaux matériels.

Outre l'effet de la miniaturisation unitaire des composants sur leurs coûts, il faut considérer la vitesse accrue des opérations notamment par le raccourcissement des distances entre composants (Ibidem, p. 43) qui permettent des économies considérables relativement aux résultats utiles (outre l'économie d'énergie et celle de la fiabilité accrue).

« Miniaturisation et rapidité sont essentielles pour déboucher sur les applications en temps réel qui permettent les fonctionnements interactifs » c'est-à-dire la « possibilité de dialoguer avec la machine » (Ibidem, p. 43).

Il convient plus particulièrement d'insister sur les « ateliers flexibles » sur lesquels le Rapport est peut-être trop rapide. Les ateliers flexibles permettent « d'adapter l'outil de fabrication aux fluctuations de volume de production et de type de pièces » avec des machines-outils « polyvalentes » (Ibidem, p. 64). Ces dernières sont pilotées en « temps réel », grâce aux possibilités de la micro-informatique, avec « la correction en con-

tinu des dysfonctionnements » (Ibidem, p. 43 et p. 64). Tout cela permet notamment des baisses massives potentielles des temps non actifs ou des temps morts des équipements avancés.

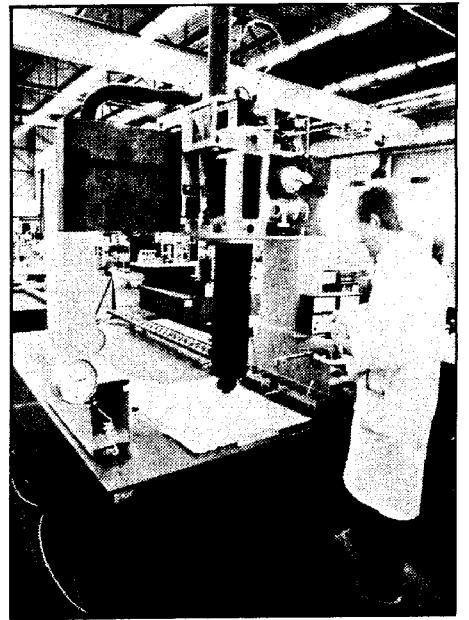
Soulignons, cependant, que la pratique du fonctionnement des nouveaux matériels semble bien montrer, comme pour l'ensemble de l'automatisme, l'importance de la concertation avec les travailleurs, depuis la conception jusqu'à l'utilisation, ainsi que l'importance de la qualification et de la disponibilité des travailleurs, pour l'utilisation et la maintenance du matériel. Si le rôle des travailleurs n'est pas développé, il semble que les pannes et d'une façon générale, les taux d'utilisation réduits diminuent fortement l'efficacité potentielle des nouveaux matériels.

L'allègement très sensible du poids de nouveaux matériaux (« composites » à fibre de carbone), ainsi que d'autres éléments (« paliers magnétiques » pour usinage à très grande vitesse, etc.) favorisent aussi la vitesse d'opération accrue des équipements productifs, sans perte de précision. D'où des économies potentielles très importantes des équipements avancés **relativement** aux produits (Ibidem, pp. 30 et 64).

Les robots pilotés par des systèmes électroniques plus ou moins élaborés ne constituent qu'un simple maillon de la chaîne robotique. (Ibidem, p. 64).

Remarquons encore le développement de nouveaux procédés de transformations — liés aux nouvelles commandes et aux nouveaux matériaux — comme « l'injection » en plastique au lieu de l'usinage et de l'assemblage du métal. « La souplesse d'un procédé de transformation telle que l'injection fait que l'on a toujours intérêt à ne plus simplement considérer la forme de la pièce pour essayer de la reproduire en matériaux différents, mais aussi sa ou ses fonctions possibles. Et là où, en métal, il faut assembler plusieurs éléments fabriqués séparément... en plastique, le même résultat est obtenu en un seul « coup » d'injection », (Ibidem, p. 32). Tout cela permettant éventuellement de beaucoup diminuer les coûts pour une même valeur d'usage.

Il faut aussi insister sur les possibilités d'économies considérables entraînées par la con-



ception assistée par ordinateur (C.A.O.) des pièces à reproduire. Cela permet de « prendre en compte dès le stade de la conception des contraintes de fabrication, de montage, de maintenance » ainsi que des calculs non approximatifs de résistance. « Comme on sait que les trois quarts des éléments du coût final d'une pièce sont déterminés lors de sa conception on devine que des réductions de prix de revient peuvent être attendues » (Ibidem, pp. 59-60).

La C.A.O. débouche sur la C.F.A.O. (conception et fabrication assistées par ordinateur) et elle est liée à toutes les autres activités A.O. (assistées par ordinateur).

Il convient enfin de considérer les économies potentielles énormes concernant la production de certaines matières premières et l'énergie, avec les prémices du développement des bio-technologies : génie fermentaire, génie enzymatique et culture cellulaire, dont il faut souligner qu'il sont intimement liés aux techniques de l'informatique (Ibidem, p. 96).

C'est le cas, par exemple, pour la multiplication des masses de micro-organismes, avec une rapidité extraordinaire et des dépenses d'énergie très faibles (Ibidem, pp. 97-98). →

(1) Rapport élaboré dans le cadre des travaux du Centre de Prospective et d'Evaluation du Ministère de l'Industrie et de la Recherche, à partir de deux enquêtes auprès de mille deux cent spécialistes, sous la direction de Th. Gaudin et M. Bayen, par André-Yves Portnoff. Publié dans Sciences et Techniques, n° 97-98 Spécial.

b) Les possibilités et les besoins nouveaux du développement des capacités réflexives et créatrices des travailleurs

A propos des développements récents de l'informatique, le « Rapport sur l'état de la technique », souligne, après d'autres études, « le pas pris par les logiciels sur le matériel », ce qui fait, dit-il, que « l'investissement intellectuel l'emporte sur tous les autres » (Ibidem, p. 45).

En effet, « la nouvelle industrie se base non seulement sur l'évolution des matériels, mais aussi des logiciels : à présent **ces ensembles d'instructions regroupées en programme** qui permettent d'exploiter les ordinateurs, peuvent être standardisés. On passe du logiciel sur mesure aux logiciels sur catalogue, dix à cent fois moins chers, disponibles en quelques jours pour une application, alors que le développement d'un logiciel peut nécessiter deux ou trois ans » (Ibidem, p. 52).

L'élaboration des logiciels reste néanmoins fondamentale. Prolongeant la tendance générale au développement massif des services pour économiser les moyens matériels, les rendre plus efficaces, on a pu remarquer les débuts de la substitution directe de services à des moyens matériels dans l'informatique.

« Etape remarquable de l'évolution informatique : des matériels désormais concurrencés non par d'autres matériels mais par des logiciels. C'est l'annonce d'une nouvelle industrie, basée infiniment plus sur l'investissement immatériel, intellectuel, culturel que jamais par le passé » (Ibidem, p. 53).

« L'une des caractéristiques les plus intéressantes de la C.A.O. est qu'elle libère la créativité de l'homme : celui-ci peut explorer rapidement un grand nombre de solutions, les comparer » (Ibidem, p. 60).

Il peut en être de même pour toutes les activités A.O. Il faut souligner aussi les possibilités nouvelles des simulations des fonctionnements réels des ma-

tériels pour la conception des produits, comme d'ailleurs pour la formation des utilisateurs.

Cependant, alors que le Rapport affirme à juste titre « parler sur l'homme et son intelligence, cela veut dire pour la société, accepter et vouloir que la création ne soit plus l'apanage d'une minorité mais du plus grand nombre » (Ibidem, p. 135), tout en insistant à bon droit sur les « obstacles culturels » sur cette voie, il sous-estime par ailleurs très gravement les obstacles du type de gestion capitaliste.

Dans la conception, le talent des individus et la qualité des équipes autonomes jouent un rôle tout à fait crucial, à l'extrême opposé du travail uniforme et massif des O.S. de l'industrie capitaliste typique.

« Actuellement, on se trouve dans une situation où deux équipes travaillant en parallèle peuvent aboutir à des dispersions d'un facteur supérieur à dix sur la rapidité d'exécution, la capacité, le coût d'un logiciel. Le progrès de circuits intégrés est certes essentiel mais il n'est pas toujours déterminant : deux minis ordinateurs avec la même unité centrale peuvent présenter deux vitesses dans des rapports de 1 à 50 à cause des logiciels et des périphériques » (Ibidem, p. 52).

Certes, la tendance capitaliste au travail étroitement spécialisé tend à reproduire l'aliénation des opérateurs spécialisés sur écrans. Toutefois, l'intimité des équipes de création serait actuellement décisive, car « la perte d'efficacité est effroyable dès que l'on passe d'une équipe de dix personnes — où chacun sait qui fait quoi — à un groupe dix fois plus important que l'on a du mal à organiser rationnellement. Et lorsqu'on arrive à un millier de programmeurs, le problème diverge, le résultat devient aléatoire à cause des dif-

ficultés de communication » (Ibidem, p. 52).

D'une façon générale monteraient, semble-t-il, dans les activités nouvelles, les exigences de groupes autonomes, où les dépenses anticiperaient sur les résultats au lieu de les sanctionner, et de l'interconnexion de ces groupes.

D'ailleurs, les nouvelles techniques de traitement de l'information (puissance de traitement, de mémoire, des logiciels) et de communication (fibres optiques, commutation opto-électronique) (Ibidem, p. 57) commencent à permettre — quoique de façon encore élitaire — l'accès au travail sur ordinateur « en temps réel » (en ayant tout de suite les réponses) donc « interactif » (Ibidem, p. 40) (2).

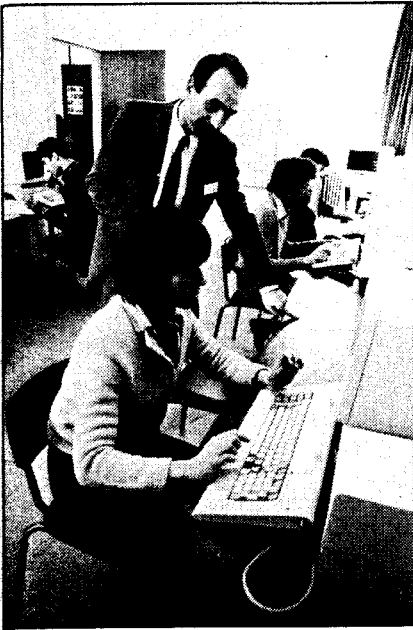
Il convient de noter, enfin, les rapprochements des conditions technologiques, même encore limités et coupés de fossés, de toutes les activités assistées par ordinateur. Il s'agit par exemple des activités du travail industriel sur écran, de la conception assistée par ordinateur, de la formation sur simulateur d'instruction professionnelle, de la consultation des banques de données, de l'utilisation des jeux vidéo, etc.

Partout on rencontre, à des degrés divers, les possibilités de manipulation sans précédent des données, des images etc. (Ibidem, pp. 83 et 41).

Bien sûr, cela pose la question cruciale de la monopolisation des conceptions de stocks d'informations, des logiciels, des réseaux, etc. Mais aussi est posée par hypothèse la question des pertes d'efficacité effrayan-

(2) « Le temps réel, l'une des notions qui donne toute sa signification à l'informatique et sa généralisation au début des années quatre-vingts marque un tournant décisif de l'évolution technologique » (Ibidem, p. 43).

« L'ingénieur qui reçoit immédiatement le résultat de ses calculs, le concepteur qui exploite sur l'écran différentes formes, ont la possibilité de dialoguer avec la machine (...) Le « télétravail » pourrait éventuellement favoriser dans l'avenir des « unités très décentralisées » dont la cohérence serait « renforcée par l'extension des communications de données » (Ibidem, p. 77) tandis que par ailleurs, on irait vers une « interconnexion généralisée » (Ibidem, p. 58).



tes et grandissantes de cette monopolisation, y compris les souffrances psychiques de la mise en cause des identités des individus. Il y aurait des potentiels de contradictions nouvelles et en développement dont pourraient se saisir des actions visant à lutter précisément contre tous les monopoles sociaux, dans les nations et entre les nations. Il s'agirait de transformer graduellement, pas à pas, mais de fond en comble, les conditions de travail, de formation, de vie de tous les individus et de toutes les populations. Les nouvelles technologies fourniraient ainsi des potentiels sur lesquels s'appuyer pour s'efforcer de construire des « continuum » et des « rotations » de fonctions entre concepteurs et utilisateurs de base de l'informatique comme entre formateurs et formés. On organiserait systématiquement des passages au moins partiels de mêmes individus entre différentes fonctions, non seulement dans des équipes autonomes mais dans toutes les activités de l'entreprise, y compris la recherche-développement et la gestion financière. Les mêmes individus pourraient aussi tendre à traverser différentes fonctions au cours de leur vie active.

On pourrait ainsi chercher à court-circuiter dans une lutte acharnée, pied à pied, de portée révolutionnaire, comme dans une guerrilla les monopoles d'essence capitaliste des fonctions directrices et à combler les fossés et les divisions toujours réinventées par le capital et ses

représentants (privés et publics) pour régner sur toutes les catégories de travailleurs.

Si le « Rapport sur l'état de la technique » néglige fondamentalement la permanence évolutive de ces obstacles des monopoles et des divisions de fonctions en cascades, dans d'autres études on surestime de façon non historique à l'inverse cette permanence, et l'on néglige gravement les potentiels révolutionnaires du développement nouveau des antagonismes capitalistes, y compris le potentiel révolutionnaire de la généralisation nouvelle de l'aliénation salariale au capital et dans les

nations et au plan international.

On peut lire, par exemple « les systèmes informatiques, par leur conception, assurent la reproduction et l'approfondissement des processus de domination » ainsi le « télétraitement » dans les assurances « doit » déboucher sur un contrôle accru et centralisé du fonctionnement de l'entreprise » « renforce le contrôle de l'exécution du travail de leurs employés », etc. (Eric Verdier, Informatisation et évolution de la division du travail dans le secteur des assurances », Critiques de l'économie politique, Juillet-Septembre 1980, pp. 18-23-24).

*c) Les potentiels
du développement nouveau
des antagonismes capitalistes,
l'enjeu du développement
de tous les travailleurs dans leur masse,
de l'abaissement graduel des barrières
entre eux
et l'exigence de nouveaux critères
de gestion*

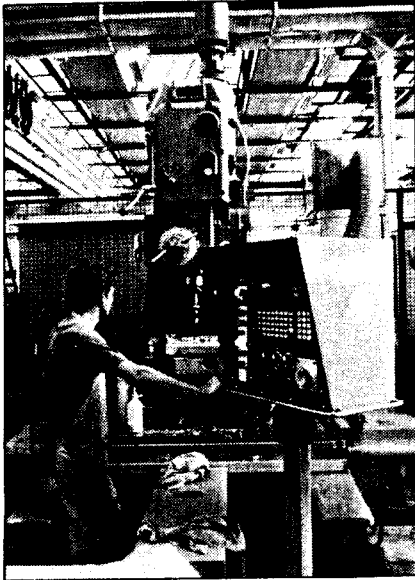
Selon nous, il convient de dépasser l'opposition des deux types de discours analytiques unilatéraux :

- l'un dessinant un processus quasi automatique d'émancipation de la créativité des travailleurs et de progression de la maîtrise de leur propre travail, à partir des toutes récentes techniques informatiques, comme celles du dialogue en temps réel avec l'ordinateur et du télétravail.

- l'autre affirmant un processus quasi-fatal de domination renforcée et de déssaisissement accru des responsabilités des travailleurs par les directions, comme la conséquence évidente de ces mêmes techniques, reposant inéluctablement sur des codes définis en dehors de la masse des travailleurs et entraînant par définition une centralisation sans précédent du contrôle des travaux concrets.

On serait, en réalité, par hypothèse, en présence de processus essentiellement marqués par des contradictions effectives profondes et des ambivalences potentielles.

D'ailleurs, d'un côté, le « Rapport sur l'état de la technique » reconnaît, en fait, les fossés réapprofondis entre travailleurs et par exemple l'aspect encore principalement élitaire de l'accès à l'informatique en temps réel, en parlant à son propos de « l'ingénieur » ou du « concepteur ». De l'autre côté, l'étude dite « critique » citée en exemple, reconnaît un potentiel matériel tout à fait nouveau pouvant être dirigé contre l'actuel monopole central des informations cruciales, comme dans le cas des facilités radicalement nouvelles des expériences de « déconcentration » centralisatrice en province. Elle déclare à cet égard : « en outre, la téléinformatique a grandement facilité l'extension →



de ce type d'expérience en permettant à chaque cellule de gestion d'accéder directement à tous les fichiers qu'elle peut avoir besoin de consulter. Est ainsi évité l'écueil principal de l'organisation polyvalente qui est de multiplier la documentation et les fichiers en fonction du nombre de cellules » (Ibidem, pp. 25-26) (3).

Ce dépassement des deux discours unilatéraux à opérer en approfondissant l'analyse des processus en cours ne signifie pas du tout une sorte d'égalité des chances de deux types de possibilités opposées de mutations technologiques neutres. Au contraire, il s'agirait par hypothèse de déceler au cours des luttes et au cœur des mêmes processus réels non équivoques, le développement nouveau des antagonismes du mode de production dominé par le profit et l'accumulation du capital. Les efforts de réaménagement de cette domination capitaliste, s'appuyant sur et tendant à infléchir les technologies matérielles suscitées par l'éclatement d'antagonismes dans la crise de structure actuelle. Pourtant ces technologies seraient radicalement nouvelles dans leurs tendances objectives. Ces efforts de réaménagement sont de la sorte conduits à pousser vers ses limites cette domination de type capitaliste. Cela crée semble-t-il la possibilité et l'exigence d'un « développement-renversement » des rapports sociaux eux-mêmes.

En effet, les rapports sociaux capitalistes poussent, en liaison avec les tendances de la révo-

lution industrielle à la chosification et à l'objectivation des fonctions humaines de travail dans des moyens matériels étrangers aux travailleurs.

Ces moyens matériels sont monopolisés par de petits groupes et par des appareils sociaux bureaucratiques accaparant aussi de façon hiérarchique les fonctions de direction et d'organisation. Mais cette objectivation est poussée vers ses limites. Cela entraîne des pertes d'efficacité par confusion entre objectivation et chosification et donc déshumanisation. Cela entraîne en même temps des possibilités de non monopolisation des fonctions de coordination.

A cette monopolisation ne s'oppose plus seulement, en effet, la croissance massive de la qualification et du nombre des salariés qui se consacrent plus ou moins aux fonctions de coordination. Mais surtout désormais les nouveaux moyens matériels informatiques tendent à rendre accessibles à tous, en principe du moins de façon économique, toutes les informations, alors que le secret, plus que la compétence, garantit de plus en plus la domination techno-bureaucratique.

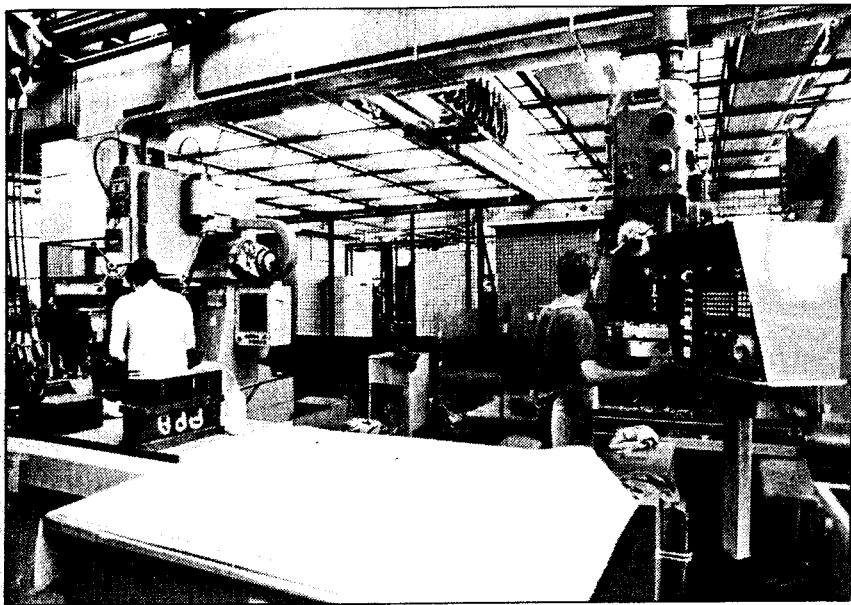
Ainsi, ces transformations technologiques exigeraient et rendraient possibles, mais pas du tout automatique, le renversement de l'intervention capitaliste du subjectif et de l'objectif : les hommes traités comme des choses et dominés activement par les moyens matériels représentés par leurs monopoles. Par exemple, le contrôle central peut être poussé vers son maximum avec une déconcentration favorisant une centralisation plus efficace car non encombrée, à l'opposé d'une décentralisation développant l'autonomie effective des unités de production. Mais cela pourrait faire progresser de la sorte à la fois, les déséconomies ou gâchis anti-économiques du monopole à grande échelle et de l'uniformité extrême des impulsions fondamentales des décisions, et, en même temps, les techniques matérielles et humaines d'un processus véritable de décentralisation. Ce dernier pourrait commencer à développer les adaptations créatrices de collectifs de travail autonomes sans les déséconomies d'échelle de l'isolement.

Il ne s'agit pas d'élever une critique négative et une protestation générale contre la domination du capital. Il s'agit de mettre en cause de façon concrète la domination des règles et critères de gestion capitalistes par des propositions constructives opérationnelles de portée révolutionnaire. Ces propositions peuvent viser à faire le lien entre les divers points d'appuis concrets, offerts par le développement nouveau des contradictions sociales en liaison avec l'essor des nouvelles technologies, et une régulation d'ensemble radicalement nouvelle et viable. Ainsi on pourrait construire dans la réalité phénoménale, à partir des luttes des différentes catégories de travailleurs pour la maîtrise de leur travail, des rapports d'intervention dans la gestion, tendant à court-circuiter leurs exploités et dominateurs communs. Un des enjeux centraux de cette lutte consiste dans la suppression graduelle des barrières dans le travail et dans la formation entre les différentes catégories de travailleurs.

Le « rapport sur l'état de la technique », d'une part, insiste sur les besoins en capitaux de l'industrie informatique, qu'il appelle « une industrie de capital », sans opposer alors à l'intérieur du dit « capital » les dépenses en moyens matériels de production et les dépenses pour développer les hommes.

En réalité, ces deux ensembles s'opposent effectivement dans la pratique des gestion capitalistes, même à travers les réaménagements d'un développement des travailleurs qui restent minoritaires et limités. D'autre part le rapport indique sans en tirer les conséquences économiques et sociales au niveau de la gestion, « la naissance de cette société de création ou le

(3) L'étude se réfère expressément alors à la remarque de Jean Lojkiné selon laquelle jusqu'à l'apparition de la télé-informatique, ces opérations de déconcentration restaient isolées en raison de la nécessité de tenir à jour des archives en double exemplaire au siège et à la succursale (ce qui) rendait cette solution très onéreuse (Ibidem, p. 26, citant J. Lojkiné, « Stratégie des grandes entreprises et politiques urbaines : le cas des banques et assurances », Centre d'Etude des Mouvements sociaux, Paris 1977.



talent est plus précieux pour l'entreprise que les capitaux » (Ibidem p. 67). Il évoque « la nouvelle industrie informatique (où) les talents sont plus rares que les capitaux » (Ibidem, p. 83). Cependant il reconnaît par ailleurs « parier sur l'homme et son intelligence, cela veut dire pour les sociétés, pour la société, accepter et vouloir que la création ne soit plus l'apanage d'une minorité mais du plus grand nombre » (Ibidem, p. 135).

Cependant, au développement

maximum de tous les individus dans leur masse, s'oppose rigoureusement la domination des critères de la rentabilité financière. Mais la tendance au développement d'une « révolution informationnelle » va faire des monopoles du type capitaliste sur l'information et les ressources pour la mettre en œuvre contre la masse de travailleurs et des peuples, une réalité sociale de plus en plus régressive, malgré les réaménagements des monopoles.

d) Nouvelles technologies, nouveaux critères de gestion et relance centrée sur l'emploi

Ces considérations sur les potentiels des nouvelles technologies — concernant les transformations graduelles de portée révolutionnaire ou non, des conditions de travail, de formation et de vie des populations — peuvent sembler coupées des questions cruciales, apparemment plus urgentes, du chômage. Mais déjà, comme on le sait, c'est la modernisation technique qui est invoquée pour justifier « les sureffectifs » dits inéluctables. Et dans nos propositions de luttes nouvelles, nous partons au contraire de l'opposition de la croissance financière, à la fois au développement national hardi des nouvelles technologies et à la relance durable centrée sur l'emploi en quantité et en qualité. Nous pouvons déjà indiquer ici le lien intime indissoluble, comme entre l'envers et l'en-

droit d'une même médaille, entre questions qualitatives de travail et questions quantitatives de l'emploi dans les luttes pour l'issue démocratique et de tendance autogestionnaire à la crise de structures, s'appuyant sur les potentiels des nouvelles technologies.

Comme nous l'avons noté, un enjeu fondamental des luttes pour cette issue est constitué par l'opposition entre : — le développement toujours élitaire et aliéné des capacités et des conditions de travail, en liaison avec les possibilités des nouveaux procédés technologiques — ou, au contraire le développement graduel maximum de tous les travailleurs, cherchant systématiquement à réduire les fossés et les divisions entre eux, y compris par leur participation cruciale à la gestion. Mais l'autre

face complémentaire de ce même enjeu fondamental du développement massif de tous les travailleurs est celle de l'emploi de tous ceux qui sont disposés à travailler : hommes, femmes, jeunes, de telle ou telle localité. Cette recherche de l'emploi augmenté systématiquement en quantité, visant un emploi pour tous ceux qui en veulent, favorise :

① le débouché de masse des salaires, précisément nécessaire pour le développement hardi des nouvelles technologies, dont les économies d'investissement sont seulement **relatives** par rapport à des productions importantes et soutenues.

② les ressources massives résultant d'une croissance non seulement d'un nouveau type mais plus importante et durable — en termes de moins de produits et services utiles — nécessaire pour les dépenses minimales élevées de tel ou tel développement hardi et même explosif des techniques nouvelles. Certes, avant que cette croissance nouvelle puisse en quelque sorte s'auto-entretenir, la question se pose des avances nécessaires considérables, aussi bien pour les investissements en nouveaux matériels que pour les dépenses massives de formation et de recherche.

Mais c'est ici qu'intervient immédiatement de façon cruciale l'utilisation partielle et de plus en plus généralisée des nouveaux critères de gestion dans les entreprises de production, les banques, les régions, jusqu'à l'harmonisation des gestions autonomes dans la planification et sa liaison avec la politique économique gouvernementale.

En effet, l'énormité de la croissance financière actuelle et le poids des frais financiers s'opposent gravement aux investissements matériels efficaces et aux dépenses efficaces d'emploi et de développement des hommes (4). Et cette opposition tend à devenir de plus en plus un obstacle intolérable aux issues de la crise de structures aux plans national et international. →

(4) Voir notamment P. Vosges « Issues » n° 17, Croissance financière dans la crise et mesure des profits totaux ; et P. Muller : La dégradation des comptes des entreprises industrielles depuis le premier choc pétrolier. Economie et Statistiques Avril 1984.

D'autres critères d'utilisation des ressources financières, liés intimement à un autre type de progression de la productivité, pourraient précisément rompre les cercles vicieux des gâchis financiers.

Bien sûr, cette croissance financière (en or, en devises, en actions et titres privés, en titres de dettes publiques, etc.) n'est pas purement financière. Elle pousse au chômage et à la réduction de la croissance de la production matérielle. Mais elle pousse aussi à un certain type de croissance, gachant en grande partie les potentialités des tendances objectives vers la révolution informationnelle. La croissance objective entraîne aussi une redistribution des pouvoirs financiers des capitalistes, les groupes financiers et les états, en augmentant la domination des monopoles transnationaux les plus puissants, et de leurs satellites. Cette monopolisation transnationale et nationale développerait une certaine socialisation supérieure, avec les économies de grande échelle de la recherche — développement et de la

formation de haut niveau. Mais elle développerait aussi, en même temps, (outre les déséconomies d'échelle de l'uniformisation des impulsions et les gâchis des potentiels des secteurs majoritaires dominés) le retrait massif des fonds pour la domination financière à l'opposé des besoins de fonds pour la production.

Des ressources financières sont sans cesse retirées de la production pour accroître le potentiel de domination financière en achetant des devises, des titres privés et des titres publics (actions, obligations, etc.). Ces ressources financières sont prélevées notamment pour acheter des entreprises existantes à l'opposé de dépenses de création et de productions nouvelles.

Au contraire, de nouveaux critères de gestion peuvent favoriser l'économie des moyens financiers et matériels ainsi que les débouchés d'une croissance de la production nouvelle, favorable aux dépenses pour les hommes. Ils peuvent ainsi pousser à des coopérations entre entreprises, économes en

moyens financiers, et à des adaptations techniques en croissance des équipements existants et des effectifs employés (remise en formation etc.) à l'opposé des casses matérielles et humaines. Ces nouvelles coopérations au plan régional, national, international, permettraient d'économiser sur le financement des dépenses de contrôle visant le rachat partiel ou intégral d'entreprises, avec rachat de parts de marché accompagné d'une certaine casse des moyens matériels et humains. Mais elles autoriseraient aussi les économies d'échelle des dépenses de recherche et de formation en commun, tout en favorisant l'autonomie créatrice des unités de production et les débouchés réciproques pour une croissance plus importante et nouvelle de la production.

On chercherait graduellement à faire que les hommes dans la mesure où ils travaillent soient ou employés ou en formation, à l'échelle des entreprises, des régions, de la société avec une sorte de protection sociale de la formation et de l'emploi. P. B.